

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Marché n° MAR25-15

**Règlement de la consultation**  
en date du décembre 2024

Objet du marché :

**PRESTATION DE SERVICE D'EXPERTS DANS LE CADRE DU  
BELC ÉTÉ 2025**

Code CPV principal : 80000000-4 Service d'enseignement et de formation

**Date et heure limites de réception des offres : 11 février 2025 à 17h30**

Attention : les candidatures et les offres « papier » ne sont plus autorisées. Seules les candidatures et les offres par voie électronique déposées sur le profil d'acheteur sont acceptées.

Annexe 1 : annexe financière pour chacun des lots

Annexe 2 : cadre de réponse (mémoire technique) pour chacun des lots

Annexe 3\_Exemple quinzaineBELC Eté 2024

Annexe 4\_LOT1\_Catalogue DLF\_BELCÉté2025

Annexe 5\_LOT1\_Liste modules formation à cocher

Annexe 6\_LOT2\_Présence - Examiner et corriger les épreuves du DELF-DALF

Annexe 7\_LOT3\_Atelier\_fichedescriptive\_participer à un spectacle théâtral

Annexe 8\_LOT3\_Catalogue DLF\_BEJCÉté2025

Annexe 9\_LOT3\_Liste modules formation à cocher

Annexe 10\_Paliers\_Échelle globale – Métier Enseignant de français

### **AVERTISSEMENT**

En application du code de la commande publique, la candidature et l'offre du candidat n'ont plus à être signées au stade du dépôt de l'offre.

Le dépôt de l'offre engage le candidat sur la sincérité des documents, la véracité et la complétude des informations.

L'offre déposée engage toutes les sociétés qui y sont désignées, à savoir le candidat, ses éventuels cotraitants et ses (leurs) éventuels sous-traitants.

L'offre est de ce fait réputée avoir eu l'aval d'une personne habilitée à engager la ou les sociétés candidates, laquelle personne sera amenée en cas d'attribution à signer les éléments constitutifs de l'offre.

## SECTION I TERMINOLOGIE

**Acheteur** : désigne France Education international, acheteur au sens du CCP et agissant en tant que pouvoir adjudicateur.

**CCP** : Code de la commande publique.

**Titulaire** : désigne l'entreprise à qui est attribué le marché.

## SECTION II POUVOIR ADJUDICATEUR

### II.1 Type de pouvoir adjudicateur

- ☐ 1 État ☐ 2 Région ☐ 3 Département ☐ 4 Commune  
☒ 5 Établissement public national ☐ 6 Établissement public territorial ☐ 7 Autre :

### II.2 Nom et coordonnées officielles du pouvoir adjudicateur

FRANCE EDUCATION INTERNATIONAL (FEI)

France Education International, établissement public national à caractère administratif régi par les articles D 314-51 et suivants du code de l'Education, placé sous la tutelle du ministère de l'Education nationale.

1 avenue Léon Journault 92318 SEVRES Cedex

Profil acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse internet (URL) : [www.france-education-international.fr](http://www.france-education-international.fr)

## SECTION III OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

### III.1 Objet du marché

Prestation de service d'experts dans le cadre du BELC été 2025.

### III.2 Classification CPV

Code CPV principal : 80000000-4 service d'enseignement et de formation

### III.3 Prestations divisées en lots

Non ☐ Oui ☒

Lot n° 1 : Animation des modules de formation ;

Lot n°2 : Animation des modules de formation « Examiner et corriger les épreuves du DELF-DALF : habilitation » ;

Lot n°3 : Animation d'un atelier artistique et organisation des soirées internationales ;

Lot n°4 : Animation de fresques.

### III.4 Forme du marché public

S'agit-il d'un accord-cadre à bons de commande ?

Non ☐ Oui ☒

### III.5 Caractéristiques principales

Les spécifications techniques des prestations sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché public.

### III.6 Lieux d'exécution

Les missions s'exécutent dans une ville de France métropolitaine.

### III.7 Durée du marché public

Le présent marché est conclu pour une durée ferme 8 mois à compter de la date de sa notification au titulaire.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les

règlementent

Financement sur le budget de FEI ; Délai de paiement de 30 jours.

### **III.8 Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles**

Les variantes sont-elles autorisées ?

Non ☒

Oui ☐

Des prestations supplémentaires éventuelles sont-elles demandées ?

Non ☒

Oui ☐

## **SECTION IV PROCEDURE ET CONDITIONS DE DELAIS**

### **IV.1 Type de procédure**

- ☐ 1 Appel d'offres ouvert
- ☐ 2 Appel d'offres restreint
- ☐ 3 Procédure négociée
- ☐ 4 Dialogue compétitif
- ☒ 5 Procédure adaptée

La consultation suit une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1-3° du Code de la commande publique (autres services spécifiques : de 800000000-4 à 806600000-8 [Services d'enseignement et de formation] ;).

Il prend la forme d'un accord-cadre passé en application des articles R. 2162-2 à R. 2162-4 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est multi-attributaires pour l'ensemble des lots.

Les accords-cadres sont attribués à plusieurs opérateurs, dans la limite d'un nombre maximum défini dans le tableau ci-après :

	Nombre maximum d'attributaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres)
<b>Lot n°1</b>	<b>40</b>
<b>Lot n°2</b>	<b>6</b>
<b>Lot n°3</b>	<b>2</b>
<b>Lot n°4</b>	<b>2</b>

Le présent marché (accord-cadre) est conclu en application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique :

Le montant minimum et maximum par lot est le suivant :

Lot 1 : Animation des modules de formation : sans montant minimum – montant maximum : 90.000 €HT ;

Lot 2 : Animation des modules de formation « Examiner et corriger les épreuves du DELF-DALF : habilitation » : sans montant minimum – montant maximum : 11.000 €HT ;

Lot 3 : Animation d'un atelier artistique et organisation des soirées internationales : sans montant minimum – montant maximum : 19.000 €HT ;

Lot 4 : Animation de fresques : sans montant minimum – montant maximum : 1.100 €HT ;

Cet accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

#### **IV.2 Date limite de réception des offres**

Voir en page de garde du présent document.

#### **IV.3 Délai minimum de validité des offres**

- Offre initiale : **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres ;
- Offre définitive : **90 jours** à compter de la date de signature de l'acte d'engagement par le candidat (en cas de négociation).

### **SECTION V CONDITIONS DE PARTICIPATION**

#### **V.1 Forme juridique que devra revêtir un groupement de prestataires attributaire du marché**

Groupement solidaire ☒ ou Groupement conjoint ☒  
Avec mandataire solidaire oui ☒ non ☐

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements.

#### **V.2 Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de :**

Candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements oui ☐ non ☒  
Membres de plusieurs groupements oui ☐ non ☒

#### **V.3 Conditions propres aux marchés de services**

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

Non ☒ Oui ☐

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé des prestations

Non ☐ Oui ☒

### **SECTION VI CONTENU & MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES**

#### **VI.1 Contenu du dossier à remettre**

Les opérateurs économiques doivent fournir des documents rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du CCP, les candidats peuvent présenter leurs candidatures en générant un document unique de marché européen électronique (e-Dume). Les informations sur le DUME sont disponibles sur le site [www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp](http://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp).

Les candidats, ne répondant pas via le dispositif e-Dume, doivent remettre les pièces suivantes (documents rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français) :

➤ **Pièces de la candidature :**

### **Pour l'ensemble des lots:**

Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du CCP, les documents et renseignements de candidature mentionnés ci-dessous ne seront pas à transmettre par le candidat :

- S'ils sont accessibles gratuitement par l'acheteur par le biais d'un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat devra mentionner obligatoirement dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.
  - Si ces documents ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation, sous réserve que les documents et renseignements fournis demeurent valables.
1. Une **lettre de candidature** (imprimé **DC1 dans sa version en date du 01/04/2019** ou équivalent), mentionnant la composition du groupement et comportant la déclaration sur l'honneur prévue par l'article R. 2143-3 du CCP ;
  2. La **déclaration du candidat** (imprimé DC2 **dans sa version en date du 01/04/2019** ou équivalent) comportant les renseignements concernant la situation juridique du candidat et sa capacité économique et financière (chiffres d'affaires global et dans le domaine objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles) ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, « *Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs* ». Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. De plus, le candidat doit prouver qu'il dispose bien des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché public. Conformément à l'article R. 2143-12 du CCP « *cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié* ». Le candidat peut, par exemple, produire un écrit signé par cet opérateur économique.

Afin d'ouvrir l'accès aux marchés publics aux entreprises nouvellement créées, les candidats pourront prouver par tout moyen leur capacité économique et financière.

En cas de candidature en groupement, les documents relatifs à la capacité professionnelle, technique et financière donneront lieu dans ce cas à une appréciation globale de la capacité du groupement.

En **cas de groupement**, les renseignements mentionnés aux points 2 et 3 ci-dessus sont à fournir pour chaque membre du groupement.

De même, **en cas de sous-traitance**, ces renseignements seront fournis pour chaque sous-traitant présenté et accompagné d'un engagement écrit du sous-traitant de participer à l'exécution du marché.

Les candidats peuvent, **par anticipation**, joindre les pièces requises de l'attributaire et listées au § VII.4 *infra*.

### **Pour le lot 2 :**

Le candidat doit être détenteur d'une habilitation de formateur d'examineurs-correcteurs DELF-DALF valable au moins jusqu'en septembre 2025 pour les niveaux allant du A1 au C2 : l'attestation correspondante doit être jointe au dossier de candidature.

#### **➤ Présentation de l'offre :**

Le candidat joint dans son offre :

1. L'Acte d'engagement (AE) renseigné ;
2. **L'annexe financière** au format Excel ou compatible, intégralement renseignée pour chacun des lots ;

3. Le **mémoire technique pour chacun des lots** répondant aux **critères** de jugement des offres (cf. VII.2) dans le respect du **cadre de réponse obligatoire** annexé au présent règlement de la consultation (annexe 2). **Les candidats devront joindre obligatoirement à leur offre les documents indiqués dans le cadre de réponse**  
Les candidats peuvent joindre dans leur offre tout autre document technique et/ou explicatif qu'ils jugent utile ;
4. L'annexe 5 : lot 1 - liste des modules de formation à cocher complétée ;
5. L'annexe 9 : lot 3 – liste des modules de formation à cocher complétée.

Il est rappelé que les candidats s'engagent à accepter sans restriction ni réserve les documents régissant le marché public sous peine de rendre leur offre irrégulière.

## VI.2 Modalités de remise des plis

*Rappel :*

*En application de l'article R. 2132-7 du CCP, tous les échanges ayant lieu pour la passation d'un marché public dont le montant estimé est supérieur à 25 000 € HT doivent impérativement être dématérialisés.*

*Cela concerne, la mise à disposition du DCE, la réception des candidatures et des offres, pour toutes les phases, les questions/réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes d'informations, de compléments, les échanges relatifs à la négociation et les notifications des décisions (lettre de rejet, etc.).*

*Pour cela, tous les échanges se feront via le profil d'acheteur (Cf. § II.2 supra)*

*L'attention des candidats est portée sur le fait que seule fait foi l'adresse électronique renseignée par les candidats lors du téléchargement du DCE sur le profil d'acheteur. Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et chaque candidat.*

*L'acheteur préconise donc aux candidats de renseigner, lors du téléchargement du DCE, une adresse mail valide et consultée régulièrement afin de recevoir toutes les notifications relatives à d'éventuelles modifications du DCE, demandes de compléments ou de précisions, échanges relatifs à la négociation...).*

*L'acheteur ne saurait en aucun cas être tenu responsable des conséquences de la saisie, par un candidat, d'une adresse électronique inopérante.*

Les **offres dématérialisées** sont **obligatoires**. Les opérateurs économiques doivent déposer leur candidature et leur offre par voie électronique sur le profil d'acheteur dont l'adresse est rappelée ci-dessus, qui permet également le retrait du dossier de consultation.

Si un opérateur adresse plusieurs candidatures et offres différentes, seule la dernière candidature et offre reçues, dans les conditions du présent règlement, seront examinées.

Les candidatures et les offres doivent parvenir avant la date et l'heure limites de réception des offres figurant en page de garde du présent RC.

*Conseils aux candidats : l'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception quelle qu'elle soit.*

*L'acheteur encourage donc fortement les opérateurs économiques :*

- À tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission ;
- En cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation ;
- À contacter le support technique en ligne du profil d'acheteur pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés.

## VI.3 Dépôt d'une copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques sont autorisés à transmettre par voie postale ou contre récépissé une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique uniquement.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que si un programme malveillant est détecté dans la



candidature ou l'offre électronique ou si la candidature ou l'offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Si elle n'est pas ouverte, la copie de sauvegarde est détruite par l'acheteur.

La copie de sauvegarde doit être placée dans une enveloppe cachetée comportant les mentions suivantes :

**NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER**

*Prestation de service d'experts dans le cadre du BELC été 2025*

**COPIE DE SAUVEGARDE**

*Société (raison sociale de l'opérateur économique)*

**A**

*FEI, 1 avenue Léon Journault, 92318 SEVRES Cedex*

La copie de sauvegarde doit parvenir en recommandé avec accusé de réception ou être déposée contre récépissé, avant la date et l'heure limites précisées en page de garde du présent RC, à l'adresse indiquée sur l'enveloppe extérieure.

Les heures de dépôt de la copie de sauvegarde sont du lundi au vendredi entre 9 heures et 13 heures et entre 14 heures et 17 heures 30, sauf jours fériés.

Seules peuvent être prises en compte les copies de sauvegarde réceptionnées avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquée en page de garde du présent RC.

## **SECTION VII SELECTION DES CANDIDATS, JUGEMENT DES OFFRES & ATTRIBUTION DU MARCHE**

### **VII.1 Sélection des candidats**

Les candidats qui n'auront pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés dûment complétés, datés et signés, dans le délai imparti, seront éliminés.

Avant l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai imparti, identique pour tous et qui ne saurait excéder 5 jours à compter de la réception de la demande. Tous les autres candidats sont informés qu'ils peuvent compléter leur dossier de candidature dans ce même délai.

Après analyse des dossiers de candidature, éventuellement complétés, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du CCP ;
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2143-3, R. 2143-12 et R. 2143-16 du CCP et fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans le présent règlement de la consultation ;
- Les candidatures ne présentant pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.

### **VII.2 Critères de jugement des offres**

En application de l'article R. 2152-1 du CCP les offres inappropriées sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Le marché public sera attribué à l'offre appropriée, régulière et acceptable, économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

Le jugement est effectué dans les conditions prévues à l'article R.2152-7 du Code de la

commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, avec leur pondération :

Lot 1 : Animation des modules de formation (excepté « Examiner et corriger les épreuves du DELF-DALF : habilitation »)

	<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
1	Prix	20 points
2	Qualité de la formation initiale et de la formation continue	20 points
3	Qualité des compétences techniques et de l'expérience en lien avec le domaine d'activité décrit dans le portfolio	35 points
4	Variété des expériences professionnelles en lien avec l'objet du lot	10 points
5	Qualité du descriptif du nouveau module établi (15 points)	15 points

### Note éliminatoire :

Les candidats dont l'offre a obtenu une note inférieure à 56 pour la somme totale des critères 2 à 5 seront éliminés.

Lot 2 : Animation des modules de formation « Examiner et corriger les épreuves du DELF-DALF

	<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
1	Prix	30 points
2	Qualité de la formation initiale et de la formation continue	15 points
3	Qualité et variété de l'expérience en lien avec l'habilitation	30 points
4	Qualité et variété de l'expérience en lien avec le domaine d'enseignement et d'évaluation du français langue étrangère	25 points

Lot 3 : Animation d'un atelier artistique et organisation des soirées internationales

	<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
1	Prix	20 points
2	Qualité de la formation initiale et de la formation continue	20 points
3	Qualité des compétences techniques et de l'expérience en lien avec les domaines d'activité décrits dans le portfolio	35 points
4	Variété des expériences professionnelles en lien avec l'objet du lot	10 points
5	Qualité du descriptif du nouveau module établi (15 points)	15 points

### Note éliminatoire :

Les candidats dont l'offre a obtenu une note inférieure à 56 pour la somme totale des critères 2 à 5 seront éliminés.

Lot 4 : Animation de fresques

	<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
1	Prix	20 points
2	Qualité de la formation initiale et de la formation continue	20 points
3	Qualité des compétences techniques et de l'expérience en lien avec le domaine d'activité décrit dans le portfolio	35 points
4	Variété des expériences professionnelles en lien avec l'objet du lot	10 points

5	Qualité des descriptifs des fresques (15 points)	15 points
---	---	-----------

### **Note éliminatoire :**

Les candidats dont l'offre a obtenu une note inférieure à 56 pour la somme totale des critères 2 à 5 seront éliminés.

#### **VII.3 Modalités de notation**

##### **1. Prix (critère 1)**

Le critère « prix », est apprécié sur la base du prix unitaire figurant dans l'annexe financière.

##### **2. Autres critères 2 à 5**

Les critères 2 à 5 pour les lots 1, 3 et 4 sont appréciés sur la base du cadre de réponse technique renseigné par le candidat.

Les critères 2 à 4 pour le lot 2 sont appréciés sur la base du cadre de réponse technique renseigné par le candidat.

#### **VII.4 Négociations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier les offres initiales.

Toutefois, dans le cas où il décide de négocier, la négociation est menée avec les candidats les mieux classés au regard des critères fixés du présent règlement de consultation.

La négociation ne peut porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution de celui-ci telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation fait l'objet d'un procès-verbal. Les soumissionnaires sont informés par courrier électronique via la PLACE des conditions d'organisation, de la date, de l'heure, de la tenue de la négociation.

Au terme de la négociation, les offres finales irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les modalités précises (date, heure) de cette éventuelle négociation seront ultérieurement précisées aux candidats par écrit (télécopie et email).

#### **VII.5 Attribution du marché : attestations et certificats**

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire.

L'acheteur informe le soumissionnaire le mieux classé et lui demande de fournir, si le candidat n'a pas anticipé cette demande dans son dossier de candidature, dans un délai maximum de **5 jours calendaires**, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-13 à R. 2143-16 du CCP :

1. Le certificat attestant, au mois précédent la demande de l'acheteur, la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat ;
2. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions d'au moins de six mois ;
3. Le cas échéant, le certificat délivré par l'administration compétente, mentionné à l'article L. 5214-1 du code du travail, attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code ;

4. Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis ou un extrait D1, datant de moins de 3 mois ;
5. La liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail,
6. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque le contractant est établi hors de France :

- Un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale du soumissionnaire au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le soumissionnaire est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale ;
- Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Le contractant supportera directement la charge de tous les impôts, droits et taxes de quelque nature que ce soit qui pourraient lui être réclamés au titre du contrat dans le pays de résidence fiscale.

En cas de cotraitance ou sous-traitance, ces éléments seront à fournir par chaque cotraitant ou sous-traitant.

Le non-respect de ces formalités dans le délai imparti entraîne le rejet de l'offre. La même demande est alors faite au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

## **VII.6 Attribution du marché : signature**

L'acheteur engage le soumissionnaire le mieux classé à signer les éléments constitutifs de son offre. Pour ce faire, il lui transmet un formulaire ATTR11 à compléter et signer en original par une personne habilitée à engager le candidat.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les personnes ou organismes concernés devront fournir les éléments qui leur seront demandés, revêtus d'une signature originale d'une personne habilitée à engager chaque cotraitant ou sous-traitant.

## **SECTION VIII AUTRES RENSEIGNEMENTS**

### **VIII.1 Contenu du dossier de consultation et modalités d'obtention**

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes (cadre de réponse technique et annexe financière)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement jusqu'à la date limite de remise des

offres sur le profil d'acheteur (Cf. § II.2 *supra*).

### **VIII.2 Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour finaliser leur proposition, les candidats doivent faire parvenir au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des offres leur demande écrite éventuelle via le profil d'acheteur (Cf. § II.2 *supra*). Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

Une réponse commune mise en ligne sur le profil d'acheteur (Cf. § II.2 *supra*) s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci seront envoyées au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

### **VIII.3 Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal administratif de Cergy Pontoise 2-4 boulevard de l'Hautil  
BP 30322  
95027 Cergy-Pontoise cedex  
Téléphone : 01 30 17 34 00  
Télécopie : 01 30 17 34 59  
Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)